

**COMMISSION PERMANENTE DE  
CONTROLE LINGUISTIQUE**

BRUXELLES, le 21-01-2000



Au Collège des Bourgmestre et  
Echevins de Bruxelles

1000 BRUXELLES  
-----

VOTRE LETTRE DU

VOS RÉFÉRENCES

NOS RÉFÉRENCES  
29.348/H/II/PN  
MV/FY

ANNEXES

Monsieur le Bourgmestre,

En sa séance du 9 décembre 1999, la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL), siégeant sections réunies, a examiné une plainte déposée en raison du fait que « Polbru » a fait publier dans le « Vlan » un avis de recrutement unilingue français.

Les 3 demandes de renseignements de la CPCL sont restées, à ce jour, sans réponse.

La CPCL considère donc la situation incriminée comme correspondant à la réalité.

Le plaignant avait joint, à l'appui de sa requête, une copie de l'avis paru dans le « Vlan ».

\*  
\*      \*

Une annonce émanant d'une administration communale doit être considérée comme un avis ou une communication destinée au public.

En vertu de l'article 18 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC), les services locaux établis dans Bruxelles-Capitale rédigent en français et en néerlandais les avis et communications au public.

POLBRU devait faire publier la version néerlandaise de l'annonce, simultanément à la version française :

- soit dans le « Vlan » également (ce qui n'était pas le cas) ;
- soit dans un périodique qui, à l'instar de « Vlan » est lui aussi distribué gratuitement à Bruxelles-Capitale (p. ex. « Brussel deze Week »).

La CPCL estime dès lors la plainte recevable et fondée dans la mesure où l'annonce n'aurait pas fait l'objet d'une publication en néerlandais dans un périodique ayant les mêmes normes de diffusion que le Vlan (p.ex. « Brussel deze Week »).

Le présent avis est notifié au plaignant.

Veillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS